

## APC DE ANNABA

# Mise en garde du wali aux élus

«La commune de Annaba est mal gérée», c'est l'amère constatation faite par le wali de Annaba, Mohamed Ghazi, lors d'une réunion avec les élus de cette commune, à laquelle ont pris part, également, les membres de l'exécutif de wilaya, le chef de daïra et des représentants de la société civile.

«Vous devez vous ressaisir pour améliorer les choses et apporter une réponse urgente à la demande citoyenne légitime, qui ne trouve pas d'écho», a averti le wali de Annaba.

Il a relevé, à cet effet, les énormes retards dans la consommation des crédits alloués à cette collectivité locale, qui détient encore quelque 911 millions de dinars gelés, alors que les besoins de la population dans les différents secteurs sont énormes.

Cette situation place la commune du chef-lieu de wilaya à la queue des douze communes, avec un taux de consommation estimé à moins de 30%. Pour y remédier dans les meilleurs délais, M. Ghazi a annoncé la constitution d'un comité ad hoc, composé des directions de l'administration



Photo : DR

locale (DAL) et de celle de la planification et de l'aménagement du territoire (DAPT), entre autres.

Tout en menaçant de retirer les opérations de développement à cette commune, au cas où elle sera dans l'incapacité de les clôturer avant la fin de l'année en cours, et de les transférer à d'autres communes très avancées dans ce chapitre, le chef de l'exécutif

de la wilaya de Annaba n'a pas manqué d'énumérer la multitude de problèmes dont souffrent les citoyens de la quatrième ville du pays.

Il citera, à ce sujet, le laisser-aller et le refus de recevoir les citoyens, le manque d'hygiène, l'absence de l'éclairage public dans la presque totalité des cités et quartiers, l'invasion des moustiques et le manque flagrant d'espaces verts dans

cette grande métropole.

En un mot, l'absence d'une stratégie claire et cohérente de la part des élus de cette commune. Les différents intervenants ont mis l'accent sur l'accumulation des problèmes au sein de cette APC.

Le DAL, qui a présenté un rapport pour le moins peu encourageant sur la situation de cette commune, a notamment relevé l'existence de projets de

développement en restes à réaliser (RAR) datant de... 1998, soit plus de 11 ans.

Pour sa part, le chef de daïra a brossé un tableau peu reluisant de cette commune. Il fera part à ce propos du grand retard dans la délibération des projets, la rupture du dialogue élus-citoyens, la non-réalisation du moindre projet de développement depuis l'arrivée à la tête de cette collectivité locale de l'équipe actuelle en 2007.

Certains élus n'ont pas manqué de charger le premier responsable communal et ses adjoints affirmant l'absence de dialogue et le manque d'information au sein même de cette assemblée commune. «Il n'y a que 3 ou 4 personnes qui gèrent notre APC, alors que le reste est totalement ignoré», révèle un élu. Pour sa défense, le maire affirmera que «plus de la moitié des 33 élus de la commune ne sont d'aucune utilité à cette collectivité. Ils ne sont intéressés que par les avantages que leur confère leur statut d'élus, pour l'intérêt général de la ville, on les voit rarement», tient-il à préciser.

Le citoyen, premier sanctionné par cette façon de gérer, ne comprend pas tout ce charivari. Il s'interroge en toute légitimité sur le rôle de ceux qu'il a élus pour prendre en charge ses préoccupations et non pas pour s'entre-déchirer pour des questions n'ayant aucun rapport avec celles-ci.

A. Bouacha

## ALGER

# Plusieurs actions entreprises pour une meilleure gestion des logements AADL

Plusieurs actions liées à la gestion immobilière des logements de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) ont été initiées par la Direction générale de la gestion immobilière (Gest-Immo) en vue de trouver les solutions adéquates aux problèmes courants qui se posent aux locataires.

Gest-Immo, une filiale de l'AADL, installée en juillet dernier, œuvre à la mise sur pied, avant la fin de l'année en cours, d'une cellule de gestion des ascenseurs, à l'intensification de la campagne de sensibilisation à l'égard des locataires acquéreurs afin de s'acquitter régulièrement de leur loyer, à l'instauration des charges pour les commerces et enfin au lancement de son site web, a appris l'APS auprès de cette structure.

A propos de la cellule de gestion des ascenseurs, M. Salim Kamouche, directeur général de Gest-Immo, précise qu'après avoir relevé des «carences» dans la gestion de quelque 1 200 ascenseurs par des entreprises privées, la direction compte procéder à la formation d'une équipe de techniciens, en collaboration avec l'Institut national de formation continue (INFCO), pour pouvoir prendre en charge le contrôle et l'entretien des appareils, la détection et la réparation immédiate des pannes, notamment au regard de la réception prochaine de quelque 600 nouvelles unités d'ascenseurs.

Selon lui, la plus grande partie des pannes – 1 ascenseur sur 10 serait déjà tombé en panne – dans les sites AADL à l'échelle nationale, «sont causées par la

mauvaise exploitation des appareils par les bénéficiaires eux-mêmes». Gest-Immo travaille en étroite collaboration avec l'Institut algérien de normalisation (Ianor) afin d'élaborer un règlement technique des ascenseurs, inexistant actuellement, a fait savoir le même responsable.

Par ailleurs, il a souligné qu'une campagne de sensibilisation est menée depuis août dernier au profit des locataires acquéreurs pour le paiement régulier de leur loyer.

Une initiative qualifiée de «fructueuse», puisque près de 70% ont réglé leurs dettes, pour un montant de 19 millions de DA à l'échelle nationale dont plus de la moitié (50%) dans la seule wilaya d'Alger. En effet, une note a été adressée aux locataires, notamment les occupants des logements récemment livrés et chaque gestionnaire de site se tiendra à la disposition des locataires en vue de les éclairer et de leur fournir les informations nécessaires.

Des actions en justice ont été intentées contre les personnes n'ayant pas honoré leurs engagements, a-t-il déclaré en précisant que la justice a doré et déjà statué sur 6 avis d'expulsion, alors que plusieurs autres dossiers sont à l'étude. Par ailleurs, cette filiale procèdera, dès 2010, à la désignation d'un gardien d'immeuble pour chaque bâtiment au lieu d'un pour 70 logements actuellement, ainsi que l'instauration des charges pour les commerces, a indiqué M. Kamouche.

Ces charges (assurances, gardiennage et administration) seront examinées au cas par cas selon la superficie, l'étage du local

et l'activité, a ajouté le responsable de cette filiale qui emploie actuellement plus de 1 000 agents à travers ses 4 antennes régionales installées dans les wilayas d'Alger, Annaba, Oran et Sétif. Cette entité a pour but notamment, «d'assurer l'unicité de la décision, l'uniformité de l'action, la globalisation des solutions et la recherche constante de l'amélioration des services fournis, le cadre de vie des locataires des cités AADL et d'apporter les correctifs nécessaires aux carences relevées».

La gestion immobilière comprend la gestion administrative et la gestion technique. La première concerne le recouvrement des loyers et les charges et la seconde s'articule autour de trois volets : l'entretien et l'hygiène des espaces communs des immeubles, l'entretien et la réparation des ascenseurs et enfin l'entretien des bâches à eau et la réparation de leurs équipements. «Il s'agit d'une gestion de proximité et de contact direct et quotidien avec le résidant dans son milieu d'évolution, son habitat et son lieu de travail (commerces et services)», a souligné M. Kamouche, mettant l'accent sur la coopération et la compréhension du locataire pour une meilleure gestion des sites.

Ce système de gestion immobilière, qui s'est imposé comme «une exigence de la modernité pour devenir une nécessité incontournable», a pour but d'entretenir et protéger durablement un patrimoine estimé, au final, à près de 55 000 logements et 5 000 locaux commerciaux à travers 111 sites répartis sur 24 wilayas.

APS

## BLIDA Un homme assassiné la veille de l'Aïd

Un homme de 45 ans, chauffeur d'ambulance à l'hôpital Franz-Fanon de Blida, a été tué la veille de l'Aïd El-Adha sur la route de la Chiffa, à six kilomètres à l'ouest de Blida.

Selon les premiers éléments de l'enquête, la victime, qui roulait la nuit à bord d'un camion, après avoir vendu des moutons, a été dans un premier temps stoppé dans sa course après qu'on lui a jeté une grosse pierre sur le pare-brise. Il sera par la suite égorgé à l'aide de tessons de bouteilles. Ses assaillants se sont emparés de son mouton qui se trouvait à l'arrière du camion et d'une somme d'argent évaluée à plusieurs dizaines de millions de centimes. Les enquêteurs, qui défendent la thèse d'une filature par ses agresseurs à partir du marché de bétail, auraient identifié l'un des criminels qui n'a pas pu taire son forfait, avons-nous appris.

M. B.